



18 janvier 2021  
Communiqué de presse

## **L'Union Européenne doit proclamer l'état d'urgence sociale**

***En bref : A notre demande, un débat sur « la crise sociale due à la pandémie de COVID-19 » aura lieu lors de la séance plénière du Parlement européen, du 18 au 21 janvier. L'occasion pour nous de demander la mise en place d'un « état d'urgence sociale » dans l'Union européenne. Une mesure qui placerait enfin la question sociale au coeur des politiques européennes.***

Depuis bientôt un an, la pandémie de Covid-19 frappe durement l'Union européenne, faisant exploser la précarité et la pauvreté dans tous les Etats membres de l'UE.

La crise sociale a ainsi pris une ampleur dramatique. Les demandes d'aides alimentaires ont été multipliées, et une part croissante de la population doit restreindre ses achats de biens de « première nécessité ». Sans surprise, les populations habituellement les plus précaires sont également les plus durement frappées, comme les femmes ou les étudiants. Et cette analyse se tient également d'un point de vue géographique, puisqu'on observe que les régions les plus pauvres souffrent le plus des conséquences de cette pandémie, comme les Outremer.

Et, alors que la précarité sociale explose dans l'Union européenne, le pire est à venir. Les faillites d'entreprises attendues pour 2021 se comptent par milliers, risquant de faire grimper un taux de chômage déjà inquiétant. Les mesures d'aide économique déployées par les gouvernements européens ne suffisent pas à couvrir les dégâts.

En 2019, les députés européens ont proclamé l'état d'urgence climatique et environnementale, marquant les esprits sur la question écologique. L'Union européenne doit aujourd'hui réagir en urgence devant le drame humain qui l'attend.

En conséquence, la délégation France Insoumise au Parlement européen a proposé un débat sur la crise sociale lors de la prochaine séance plénière du Parlement européen du 18 au 21 janvier.

A cette occasion, notre délégation demande la mise en place d'un état d'urgence sociale dans l'Union européenne, qui placerait enfin la question sociale au coeur des politiques européennes. Un premier pas nécessaire pour se donner les moyens d'agir à la hauteur de la crise, et de protéger ainsi les citoyennes et les citoyens européens.

### **Note aux rédactions**

- Notre délégation organise une conférence de presse en ligne à ce sujet ce mardi 19 janvier. Pour plus d'information, n'hésitez pas à prendre contact avec notre équipe presse.
- Une tribune sur le sujet a été publiée sur Mediapart.

### **La délégation France insoumise au Parlement européen**

